

L'historique de l'économie du développement

Tout d'abord l'économie du développement¹ est un ensemble de pratiques publiques et privées encourageant le développement économique. Ce dernier désigne les évolutions positives dans les changements structurels d'une zone géographique ou d'une population : démographiques, techniques, industriels, sanitaires, culturels, sociaux,...etc. De tels changements engendrent l'enrichissement de la population et l'amélioration des conditions de vie. C'est la raison pour laquelle la croissance économique n'est qu'une des composantes du développement. L'économie du développement en tant que branche de l'économie émerge à la fin de la seconde guerre mondiale. Auparavant les études relatives au pays en développement faisaient partie de l'analyse de la croissance, sans qu'il y ait de théories spécifiques à ces pays. Ce n'est que dans les années 50 que les économistes s'attachent à développer des outils propres aux pays en développement. Parmi les pionniers on peut citer Ragnar Nukse, Paul N. Rosenstein-Rodan, Albert O. Hirschman, Artur Lewis, Gunnar Myrdal et Raul Prebisch.

L'économie du développement se distingue de l'économie de la croissance² tous en se démarquant des autres sciences sociales qui s'intéressent au développement. Contrairement à l'économie du développement, l'économie de la croissance se situe dans un cadre macro-économique familier aux économistes. Les modèles développés dans ce cadre étudient mathématiquement l'évolution du revenu par tête, en simplifiant autant que possible la dynamique pour produire des énoncés fondés rigoureusement. La spécificité de l'économie du développement tient au fait que l'on ne peut valablement appréhender les économies

1 Lecaillon J.D., Le Page J.M., Ottavj, C., Economie contemporaine. Ed de Boeck, 2004, p253.

2 Assidon E., Les théories économiques du développement, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 2002, p24.

des PED à l'aide d'une analyse macro-économique standard avec un seul bien. Il faudrait utiliser des analyses plus précises, tenant compte de caractéristiques particulières, comme la distinction entre bien échangeable et non échangeable dans les petites économies ouvertes ou encore la distinction être bien agricole ou industriel dans l'analyse de la croissance. L'économie du développement a une ambition plus vaste, puisqu'il s'agit de décrire l'évolution des économies en tant que systèmes sociaux complexes et multidimensionnel. Certains résultats de l'économie de la croissance peuvent être mis à profits dans ce cadre et se révèlent d'ailleurs fructueux. Mais ils sont en générale trop dépendants des hypothèses simplificatrices pour être réellement utiles pour les analyses du développement. Cependant l'économie du développement ne cesse de connaître un renouveau structurel. Ainsi, des thèses de développement classiques valorisant le rôle du marché et de l'Etat dans l'organisation de l'activité économique, nous passons à de nouvelles approches mettant l'accent sur de nouvelles composantes du développement.

L'objet de cette partie est de revenir sur les concepts de base, relatifs à l'économie du développement, à savoir le développement, la croissance, le sous-développement et d'identifier leurs caractéristiques. Il s'agit aussi de faire un tour d'horizon sur les principales théories qui ont rythmé l'économie du développement avant le courant institutionnel. Important aussi de revenir sur les stratégies de développement qui se sont succédé à partir de la seconde moitié du XXe siècle, leurs fondements intimement liés au contexte diplomatique, commercial et idéologique de leurs époques respectives : choix du libre-échange ou du protectionnisme, de l'État ou du marché, inspirations libérales ou keynésiennes...

1.1. Croissance, développement et sous-développement :

L'essor de l'économie de développement est associé donc au déclin des empires coloniaux, l'idée du développement sert à légitimer les revendications d'indépendance politique des mouvements nationalistes ; elle est aussi présente dans l'ordre économique mis en place par les accords de Bretton Woods. Cette double empreinte originelle (celle d'un combat et celle d'une nécessité pour la paix du monde) la marquera longtemps hors des forums internationaux ; elle resurgit périodiquement au Nord pour justifier l'intérêt ou les choix proclamés envers cet ensemble de pays dits sous-développés, en voie de développement, ou encore du tiers monde. Rarement un terme a connu autant de débats et de controverses. Alors que l'usage des deux termes, celui de développement et de sous-développement, est largement répandu (chez les responsables politiques, les organisations internationales, les chercheurs, ou tout simplement les citoyens), et qu'il semble évident de savoir ce à quoi ces deux termes renvoient, dès qu'il s'agit d'en préciser le contenu, tout semble incertain et compliqué. Depuis bientôt un demi-siècle, les chercheurs tentent de

préciser le contour et d'identifier les éléments des réalités que couvrent le développement et le sous-développement. Ils tentent de mesurer l'un et l'autre, afin de s'en servir pour classer les pays et les sociétés et juger des progrès réalisés. Ainsi la notion de développement a reçu tant d'apports, tant de contestations de la part des chercheurs et auteurs qu'il s'avère bien délicat de choisir la définition la plus appropriée parmi toutes, et de ne pas confondre avec croissance, expansion ou bien progrès.

1.1.1. Reconnaître le développement à travers quelques auteurs :

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le monde est partagé entre deux blocs d'influence (le bloc communiste et le bloc occidental) qui se livrent à une guerre froide. Le mouvement d'indépendance nationale s'étend à l'ensemble des pays et des régions colonisées. Le monde est très rapidement partagé en deux catégories : les pays industrialisés (dits riches ou développés) et les pays nouvellement indépendants (dits pays pauvres ou sous-développés). Les inégalités entre les deux catégories, et les difficultés que rencontrent les pays nouvellement indépendants interpellent les chercheurs pour identifier le développement.

- François Perroux³, dans son ouvrage (l'économie du XXème siècle) donne cette définition du développement : « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement son produit réel globale ». Perroux donne aussi, dans cet ouvrage, une distinction entre développement et d'autres notions qui lui sont souvent associées : l'expansion, la croissance et le progrès. Pour conclure que : « le développement ne peut se limiter à l'expansion qui est l'augmentation réversible sur une courte période d'un indicateur de dimension (PIB ou PNB), ni se limiter à la croissance qui est l'augmentation durable sur plusieurs périodes d'un indicateur de dimension. Le développement ne peut se limiter non plus au progrès que l'on pourrait définir comme étant tout ce que représente un mieux par rapport à la période précédente ».
- Simon Kuznets⁴ considère que le développement peut se réduire à l'examen du PNB (ou PIB) par habitant. L'aspect multiforme du développement n'est pas nié mais le PNB par habitant reste pour cet auteur le meilleur moyen d'appréhender l'ensemble des dimensions du développement.
- Meier G.M⁵ présente le développement comme « un processus de hausse de revenu par habitant sur une longue période accompagné d'une réduction de la pauvreté et des inégalités ».

3 Perroux, F., L'économie du XXème siècle, Ed. PUG, Grenoble, 1991(1ère Ed. 1969), p82.

4 Kuznets, S., Croissance et structure économique, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p42.

5 Meier, G.M., et al, Les pionniers du développement, BM, 1988, p84.

- J. Brasseul⁶, dans son ouvrage, introduction à l'économie du développement, affirme que «la distinction entre croissance et développement est devenue banale : la croissance est l'expansion durable des quantités produites mesurée par la hausse du PNB. Le développement implique en plus de la croissance, une meilleure satisfaction des besoins fondamentaux (alimentation, santé, éducation), une réduction des inégalités, du chômage et de la pauvreté ». Il ajoute que le développement est un processus cumulatif puisqu'il permet une amélioration des capacités humaines, et donc, une hausse de la productivité favorable à la croissance.
- A.Sen⁷ appréhende le développement « comme un processus intégré d'expansion des libertés substantielle, en corrélation les unes avec les autres. Cette approche permet d'apprécier, de façon simultanée, le rôle vital des structures, par nature diverses, dans le processus de développement, qu'il s'agisse des marchés ou des institutions qui s'y attachent, des gouvernements, ou des autorités locales, des partis politiques ou d'autres groupements intervenant sur le terrain des droits civiques, du système éducatif ou des possibilités de débat et de dialogue ouvert(à travers les médias ou d'autres moyens de communication) ».
- Pour P. Samuelson⁸ bien que les chemins de développement puissent différer, le moteur du développement économique repose sur les quatre mêmes roues :
 - Les ressources humaines (offre de travail, éducation, discipline, motivation)
 - Les ressources naturelles (terre, ressources minières, pétrole, qualité de l'environnement)
 - La formation de capital (machines, usines, routes)
 - La technologie (science, technique de l'ingénieur, gestion, esprit d'entreprise)
- Pour le Larousse économique⁹, « la croissance apparaît comme un phénomène économique alors que le développement est un processus qui articule des transformations économiques et financières et des transformations psychologiques, sociales, politiques et institutionnelles ».

1.1.2. L'approche quantitative et qualitative du développement :

Le débat croissance ou développement, reste à la fois un vieux débat et un débat d'actualité. Au-delà des termes, l'importance de ce débat vient du fait¹⁰ :

6 Brasseul, J., Introduction à l'économie du développement, Ed. Armand Colin, 1992, p13.

7 Sen, A., Un nouveau modèle économique, Développement, Justice, Liberté, Ed. Odile Jacob, Paris 2000, p36.

8 Samuelson, P., Economie, Ed. Economica, Paris, 2000, p519.

9 Larousse Economique, 2002, p129.

10 Abdelhakim, T., Economie du développement rural. Montpellier (France) : CIHEAM-IAMM. (FORMder 2007). Cours préparé dans le cadre du projet FORMder - Formation Multipôle et Pluridisciplinaire en Développement Rural (Programme Tempus), p146.
http://formder.iamm.fr/ressources/cours/economie_dvpmtural.pdf

- Qu'il renvoie à des visions et des approches, du développement, radicalement différentes.
- Qu'il est d'actualité non seulement du côté des pays en développement, mais aussi du point de vue des pays développés qui s'interrogent sur leur propre croissance, ses causes, sa dynamique et surtout son avenir. D'où le retour sur le devant de la scène de la thématique de la croissance endogène.
- Que les préoccupations environnementales (problèmes de pollution, d'épuisement de ressources, etc.) mettent en cause la croissance dans les pays développés.

Des économistes tels que Simon KUZNETS, de Harvard, et Hollis Chenery, auparavant de la Banque mondiale, constituent les meilleurs représentants de l'approche quantitative du développement¹¹. Ce groupe s'est attaché à repérer des schémas de développement en analysant, sur une longue période, les données de la structure du produit national brut de douzaines de pays du monde. Il s'agissait de rechercher des modèles communs de développement.

Cependant, même si la notion de PNB offre le grand avantage d'englober la totalité de l'activité économique nationale dans quelques statistiques résumées et cohérentes, elle comporte également d'importantes limites, en particulier lorsqu'il s'agit des pays économiquement faibles qui disposent en générale de services statistiques médiocres. De la sorte, les schémas faits seront erronés et une telle analyse confond croissance et développement. Plus différente est l'analyse de François Perroux qui, tout en reconnaissant le caractère fondamental de la croissance économique, met d'avantage l'accent sur l'étude qualitative des phénomènes qui concourent au développement

Plus simplement, et dans une réalité économique, la Corée du Sud a vécu, depuis 1960, un processus totalement différent que celui qu'a connu la Libye du fait de la découverte du pétrole¹². Les deux pays ont enregistré une forte hausse des revenus individuels, mais en Libye, celle-ci a été le fait de firmes étrangères, au personnel constitué en majorité de techniciens expatriés et qui généraient un produit unique consommé principalement aux Etats-Unis et en Europe occidentale. En dépit des revenus importants qu'ils ont tirés de leur pétrole, les pouvoirs publics et le peuple libyen n'ont guère participé à la production de ce revenu. La croissance pétrolière a eu, dans une large mesure, un effet équivalent à celui qu'aurait provoqué la décision d'un pays riche d'accorder à la Libye un don.

On ne décrit pas l'expérience libyenne comme un processus de développement économique. Outre une augmentation des revenus, celui-ci implique des changements

11 Gillis, M., Perkins, D.H., Roemer, M., Snodgrass, D.R., Economie du développement, Ed. de Boeck, 1994, p46.

12 Hugon, P., La pensée française en économie du développement, Revue d'économie politique, n°109, 1991, p171.

fondamentaux dans la structure de l'économie du type qu'a connu la Corée du Sud depuis 1960 : la part croissante de l'industrie accompagnée d'une baisse de celle de l'agriculture, l'augmentation de la population urbaine par rapport à la population rurale et la participation des habitants du pays au processus qui a amené à ce développement économique. L'intervention d'étrangers est possible mais elle ne saurait constituer l'essentiel.

Ainsi, on ne peut ni définir le développement par rapport à la seule croissance, ni exclure la croissance du développement. Nous dirons, pour résumer, que le développement précède et englobe la croissance. Il est simultanément qualitatif quantitatif. Le développement est une totalité. La croissance économique permet le développement et pour que la croissance économique s'amorce, il faut un certain niveau de développement. Les deux sont donc interdépendants.

1.1.3. Le sous-développement :

Si le développement avait un sens, il aurait aussi un contraire : le sous-développement. Ce dernier peut être nommé de diverses manières, chaque expression privilégiant un aspect.

- L'expression de pays sous-développés reflète un retard et insiste sur une situation d'infériorité, elle est mal acceptée à la fois par de nombreux auteurs mais bien entendu par les populations concernées du fait de brutalité¹³.
- L'expression de pays mal développés s'est parfois appliquée à des pays dont le processus de développement a été contrarié par différents phénomènes politiques ou économiques. Ce sont principalement les pays d'Amérique latine qui ont été qualifiés ainsi du fait de la contradiction visible entre extrême pauvreté et abondance des biens matériels, chômage important et industries de pointe, bidonvilles et bâtiments ultramodernes, etc.¹⁴
- L'expression tiers-monde a été inventée par le français Alfred SAUVY, en Aout 1954, dans un article paru dans le magazine France Observateur intitulé : « Trois monde, une planète ». Les trois mondes dont il était question ici sont les pays occidentaux, les socialistes, les pas socialistes et les autres¹⁵. D'autres appellations apparaissent relativement comme peu attentives à la diplomatie du langage comme les pays arriérés. Bien que moins utilisée, l'expression désignait les nations mises à la périphérie des pays capitalistes (avancés).
- On trouve aussi l'expression Nord-Sud, centre-périphérie, riche-pauvres, etc.¹⁶
Les expressions de pays en développement (PED) ou pays en voie de

13 Gillis, M., Economie du développement, Ed. de Boeck, 1994, pp7-8

14 Abdelmalki, L., Mundler, P., Economie du développement, Paris, Ed. Hachette, 1995, pp24-25.

15 Idem

16 Abdelmalki, L., Mundler, P., Economie du développement, Paris, Ed. Hachette, 1995, pp24-25.

développement (PVD) sont pour leur part très largement utilisés, notamment par les organisations internationales.

- L'expression de pays les moins avancés (PMA) a été créée en 1964 à la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Ce groupe comprend depuis 2016¹⁷, 48 pays : 34 en Afrique, 9 en Asie, 4 en Océanie et 1 dans les Antilles. Dans sa définition de 2003, le Conseil économique et social des Nations unies a retenu trois critères pour déterminer la liste des PMA :
 - Revenu par habitant basé sur une estimation moyenne du produit intérieur brut par habitant pendant trois années ; s'il est inférieur à 992 \$ US, le pays est retenu pour la qualification de PMA ;
 - Retard dans le développement humain basé sur un indice composite incluant des indicateurs de santé, nutrition et scolarisation ;
 - Vulnérabilité économique basée sur un indice composite incluant des indicateurs sur l'instabilité, la production et les exportations agricoles, le manque de diversification de la production, et le handicap d'être un petit pays.

Enfin, chacune de ces expressions ci-dessus s'inscrit dans une problématique spécifique et tente d'expliquer le sous-développement en mettant l'accent sur tel ou tel facteur de manière prioritaire. Plusieurs auteurs font référence pour caractériser le sous-développement¹⁸:

- Pour GUILLAUMONT « le sous-développement est un gaspillage, une destruction des capacités humain, un état auto-entretenu d'insatisfaction des besoins fondamentaux ».
- Simon KUZNETS propose trois types de définitions du sous-développement qu'il situe par rapport au possible, par rapport au nécessaire et par rapport aux autres :
 - Par rapport au possible : le sous-développement serait le symptôme de la sous-utilisation des ressources
 - Par rapport au nécessaire : le sous-développement se manifesterait lorsqu'une population ne parvient pas à couvrir ces besoins fondamentaux.
 - Par rapport aux autres : le sous-développement pourrait être évalué de manière comparative, à partir de certains indicateurs (IDH par exemple) qui permet d'effectuer une échelle allant du plus développe au moins développé ».
- Pour Serge Latouche « le sous-développement, c'est d'abord l'extraordinaire processus de déculturation engendré par l'occident, il est le produit du jugement et du regard porté par les sociétés dites développées sur les autres sociétés. Ces dernières, dépossédées de leur culture, de leur savoir et de leurs structures

¹⁷ Wikipedia, https://fr.wikipedia.org/wiki/Pays_les_moins_avanc%C3%A9s. Consulté le 23-6-2017.

¹⁸ Guillaumont, P., *Economie du développement*, Paris, Ed. PUF, 1985, pp37.

sociales, éprouvent de grandes difficultés à retrouver une cohérence à leur propre situation. Elles s'identifient alors au modèle occidentale qui leur semble un mieux ».

- François Perroux qualifie les pays dits sous-développés :
 - D'économies désarticulées dans le sens où on ne constate pas d'homogénéité de prix, de flux, d'informations ou même de traditions nécessaires à ce que se propagent les effets positifs d'une croissance obtenue localement.
 - D'économies dominées, dans le sens où, malgré la décolonisation, elles n'ont pas pu, pour diverses raisons, s'affranchir de leur dépendance économique.
 - D'économies qui ne couvrent pas les coûts de l'homme c'est à dire qui ne livrent pas à leurs populations des services de qualité dans les domaines de santé, d'éducation, des services auxquelles tout homme est en droit d'aspirer.
- A travers ses auteurs le sous- développement est caractérisé donc par les aspects suivant :
 - **Une dépendance financière :** Qui se caractérise par une épargne interne insuffisante (ou mal utilisée), rendant le financement des investissements irréalisable, que ceux-ci soient privés ou publics. Ce manque d'épargne est contourné en faisant appel soit à des fonds privés venant des pays industrialisés, soit à des prêts publics venant toujours de ces mêmes pays industrialisés, soit enfin à des organismes internationaux (BM ou FMI).
 - **Une dépendance technologique :** Cette dépendance présente trois facettes, il y a d'abord la nécessité, puisque ces pays ne disposent pas des moyens de recherche leur permettant d'être créateurs dans ce domaine. D'autre part, cette dépendance est encore augmentée lorsqu'on considère le flux immatériel de connaissances qui contribue à la diffusion de cette technologie, avec clauses restrictives pour l'utilisateur : interdiction de transmettre le procédé, obligation d'acheter auprès du fournisseur initial, restriction sur les exportations possibles, etc. Enfin le troisième niveau de dépendance a trait à la maintenance qui impose encore l'intervention extérieure.
 - **Une dépendance commerciale :** Ou l'échange inégal est de fait, étroitement lié aux autres formes de dépendance. Les exportations des pays sous-développés sont destinées pour les trois quarts aux pays industrialisés, alors qu'ils ne sont destinataires que d'un quart des exportations en provenance des pays industrialisés.
 - **Une dépendance culturelle :** Les dépendances financière, technologique et commerciale que nous avons décrites entraînent d'autres, notamment

culturelle par le fait que les modes de consommation des pays industrialisés ont tendance à s'imposer partout.

- **Une administration contre le développement :** Dans son ouvrage (l'Afrique malade d'elle-même) Tidiane DIAKITE note : « l'administration n'est pas un outil de développement en Afrique, c'est au contraire un énorme gouffre qui engloutit des sommes énormes quotidiennement et sans le moindre apport ». On trouve de plus en plus dans les pays en développement des systèmes de corruption à tous les échelons de l'administration. Cette corruption crée des inégalités supplémentaires ; elle favorise l'exode des ressources intérieures, entraîne des coûts additionnels qui pèsent sur la demande. Ainsi elle favorise l'intérêt des particuliers par rapport à l'intérêt générale (cela a été profondément développé à travers l'économie institutionnelle comme on va voir).
- **L'instabilité politique :** L'un des freins au développement est aussi l'absence de continuité des politiques économiques en raison de l'instabilité politique dans les zones où une dictature chasse une autre. Il manque dans de nombreux PED un état de droit capable d'assurer et de mettre en place des structures juridiques et administratives aptes à permettre la protection des contrats de la propriété ou du commerce. Or, les états des PED sont souvent tenus par des régimes autoritaires (militaires), plus soucieux de préserver les pouvoirs que de lancer un vrai processus de développement.

1.2. Retour sur les principales théories du développement :

Pratiquement, tout le monde est pour la croissance et le développement, mais il y a un profond désaccord sur le meilleur chemin pour y parvenir. L'analyse théorique du développement a pour objectif de démontrer la mécanique de la croissance et d'expliquer comment une économie se développe. Les théories économiques de la croissance et du développement présentent de nombreuses divergences quant aux origines et aux finalités. A la stabilité de la croissance chez les uns vient s'opposer son instabilité chez les autres. Des modèles de décollage économique aux politiques d'ajustement structurel, les préoccupations de l'économie de développement restent vivaces. Suivre l'ordre historique des théories semble être un bon moyen pour retracer l'évolution de cette discipline. Toutefois, on se heurte rapidement à deux difficultés :

- La périodisation est toujours délicate dans la mesure où le chevauchement dans le temps la rend approximative.
- La périodisation peut se faire de manière différente selon la problématique utilisée.

A titre d'exemple Philippe HUGON, dans son article intitulé « La contribution des économistes français du développement »¹⁹ différencie trois grandes périodes permettant de caractériser l'évolution des théories, le temps des fondements (1945/50-1960/65), le temps des affrontements (1960/65-1975/80) et enfin le temps de l'ajustement (1975-80/1995). De sa part Gwenaëlle OTANDO, rassemble les principales théories en trois groupe²⁰, tout d'abord les théories du décollage économique ensuite les théories de la dépendance et enfin les théories néo classiques du développement. Thierry MONTALIEU, propose un autre découpage de l'histoire des théories économiques du développement. Avec quatre périodes ²¹ : les années 50, est celle de la construction et la recherche empirique, les années 60, est la période féconde durant laquelle deux écoles de pensée se distinguent (l'école libérale et l'école structuraliste). La troisième période des années 80 qui est la période de la crise économique dans les pays occidentaux, et de la crise de l'économie du développement et la quatrième période, à la fin des années 80, est la période du sursaut de l'économie du développement, à la fois par une dynamique interne et par des apports méthodologiques.

Pour des besoins d'analyse, nous rappelons dans cette partie et de manière synthétique les principales théories économiques qui se sont penchés sur les processus de croissance et de développement depuis les classiques. Notre présentation suivra plutôt une périodisation approximativement historique.

1.2.1. Les classiques :

Les classiques qui ont vécu l'essor de la révolution industrielle se sont penchés sur le processus de développement. Au départ, la croissance et le développement étaient synonymes, dans la mesure où le sous-développement était identifié à la pauvreté, à un retard que les pays pauvres doivent rattraper. Dans cette perspective, le développement consistait à augmenter les richesses produites, donc le PIB, par l'investissement et les progrès techniques. L'insertion au marché mondial, permettra de valoriser les avantages comparatifs et d'allouer aux mieux les facteurs de production. Dans le cas où cette recette ne fonctionnerait pas, c'est qu'il existe des résistances culturelles ou sociales.

- Pour **Adam Smith**, c'est la division du travail, dans le cadre des industries, qui est à l'origine de la croissance, grâce à la hausse de la productivité. De plus, la célèbre main invisible (marché) guide l'investissement vers les affectations les plus rentables, entraînant ainsi l'accroissement des emplois, des richesses et une accumulation de capitale. Toutefois, pour les classiques (qui reprennent pour

19 Hugon, P., La contribution des économistes français du développement, Revue d'économie financière, 1994, pp325-344

https://www.persee.fr/doc/ecofi_0987-3368_1994_hos_4_1_5635

20 Otando, G., Le renouveau des théories du développement, 2008, <https://riif.univ-littoral.fr/wp-content/uploads/2008/03/doc-177.pdf>

21 Montalieu, T., Economie du développement, Ed. Bréal, Collection. Amphi Economie, 2001, p. 25

l'essentiel les analyses de Tomas Malthus), l'accroissement de la production est accompagné d'un accroissement encore plus grand de la population, ce qui constitue un frein au processus, le système tend alors vers un état stationnaire à croissance nulle.²²

- **Ricardo et Stuart Mill** ont attiré l'attention sur ce point (état stationnaire), leur analyse est fondée sur l'idée qu'une augmentation de la population nécessite de mettre en culture des terres de moins en moins fertiles, ce qui entraîne la hausse des prix des denrées de base et favorise le propriétaire foncier (improductif) au détriment des classes productives.²³

1.2.2. De la croissance déséquilibrée à la croissance équilibrée :

Avec un peu de recul, on peut constater dans la littérature du développement comme un balancement centré autour de deux pôles, celui de la croissance équilibrée et celui de la croissance déséquilibrée.

- En 1939, **Joseph Schumpeter** juge le système capitaliste fondamentalement instable et réfute l'analyse stationnaire d'un système proche de l'équilibre. IL explique ces cycles par le progrès technique ; ces sont les innovations techniques, survenant par « grappes » (une innovation entraînant d'autres) qui provoquent des périodes de croissance. On peut citer par exemple le moteur à vapeur, le rail, l'électricité, les ordinateurs, les logiciels, internet, etc. Au fur et à mesure que ces progrès se répandent, la concurrence augmente et la demande décroît, le cycle entre alors dans une phase descendante. On constate alors des cycles industriels où, après une innovation majeure, l'économie entre dans une phase de croissance (créatrice d'emplois), suivie d'une phase de dépression, où les innovations chassent les entreprises dépassées et provoquent une destruction d'emplois. En conséquence, la croissance est un processus permanent de création, de destruction et de restructuration des activités économiques. La « destruction créatrice » est donc la caractéristique du système capitaliste qui résulte du caractère discontinu des innovations. Dans cette perspective, la croissance vient du progrès technique, qui lui-même est causé par la croissance. Celle-ci est donc dite endogène (elle provient d'elle-même)²⁴.
- Dans les années 1940, **Roy Harrod** et **Evsey Domar** sont à l'origine des premiers modèles de croissance Keynésiens²⁵. Ils discutent de la possibilité d'une croissance équilibrée, où la demande croît au même rythme que les

22 Beitone, A., Gazorla, C., Drai, A., Dictionnaire des sciences économiques, Ed. Armand Colin, Paris 2001, p112.

23 Idem.

24 Bénicourt, E., & Guerrien, B., La théorie économique néoclassique. Paris: La Découverte, 2008, p39

25 Stoléru, L., L'équilibre et la croissance économique, Ed. Dunod, 1976, p497.

capacités de production, ce qui garantirait le plein-emploi. Le modèle montre qu'il n'y a aucune raison que la croissance soit équilibrée et qu'une telle situation est très improbable. La croissance équilibrée serait un chemin étroit « sur le fil du rasoir », qui ne pourrait être maintenu qu'à l'aide de l'intervention de l'Etat pour corriger le mieux possible la mauvaise coordination des décisions de ceux qui, d'un côté épargnent, et ceux qui, de l'autre investissent. Dans ces conclusions, on perçoit le pessimisme qui habitait les auteurs, qui écrivent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et de la crise économique des années 1930. Ce modèle est néanmoins critiquable, en particulier en raison des hypothèses qui le fondent. Premièrement, le modèle repose sur l'hypothèse que la propension à épargner est stable, et ne dépend pas des autres variables du modèle. Or, sur le long terme, la propension à épargner d'une économie varie. D'autre part, le modèle repose sur l'hypothèse fondamentale que le travail et le capital ne sont pas substituables : toute augmentation de la production implique un accroissement proportionnel du capital et de la main d'œuvre. La fonction de production est ainsi supposée être à proportion de facteurs fixe. Les ratios K/Y (coefficient de capital) et K/L sont donc stables. Or, cette hypothèse est difficile à soutenir pour la longue période, où se situe le modèle.

- En réaction au modèle de Harrod-Domar, **Robert Solow** propose en 1956²⁶ un modèle de croissance qui est à la base des modèles contemporains. Alors que le modèle de Harrod-Domar était pessimiste (l'équilibre est difficilement atteignable si on laisse faire), celui de Solow est de nature optimiste car il conçoit que la croissance peut être durable et stable. Une place importante est accordée au progrès technique, mais celui-ci est exogène au modèle : on n'explique pas d'où il vient. Le modèle de Solow est construit sur la base de plusieurs hypothèses simplificatrices qui viennent pour la plupart de l'école néoclassique. Il considère un monde à un seul bien et un seul agent (la communauté), ne connaissant ni chômage, ni dysfonctionnements. Dans ce monde, la production ne dépend que de deux facteurs, le travail et le capital. Les autres hypothèses sont la flexibilité des facteurs de production (alors que dans le modèle de Harrod-Domar, ceux-ci étaient fixés), le rendement décroissant, les rendements d'échelle constants et le réinvestissement de toute l'épargne.

Dans le modèle de Solow, l'augmentation des facteurs de production (travail et capital) explique une part de la croissance. C'est donc parce qu'il y a une augmentation de la population (facteur travail) et des investissements (facteur capital), qu'il y a de la

26 Guerrien, B., Dictionnaire d'analyse économique, Ed. La Découverte, 2000, Paris, pp121-128.

- À l'opposé, **Albert O. Hirschman** dans son livre de 1958 préconise une croissance « polarisée » ou « déséquilibrée » à partir de « pôles de développement »²⁸. Pour lui, la thèse de la croissance équilibrée n'est qu'une variante de la théorie keynésienne de la crise, qui applique au sous-développement une thérapie initialement destinée au sous-emploi. A.O. Hirschman ajoute que cette théorie de la croissance balancée est une application mécanique des résultats de l'analyse du processus de croissance des pays industriels avancés. Elle est donc inadaptée aux pays sous-développés car son application exige une énorme somme de ces aptitudes qui sont rares dans ces pays, En d'autres termes, si un pays est en mesure d'appliquer la théorie de la croissance équilibrée, il ne sera pas sous-développé au départ. Le développement est le résultat de « déséquilibres moteurs » qu'il revient à l'État d'organiser.

L'idée de croissance déséquilibrée, formulée par Albert Hirschman, a rencontré un vif intérêt dans les pays du tiers-monde riches en ressources naturelles, menée au nom de l'indépendance nationale, cette politique débouchait, paradoxalement, sur une dépendance alimentaire et financière accrue. L'approche sur des séquences de déséquilibre successives qui portent sur les investissements d'infrastructures et les investissements directement productifs. Chaque progrès dans la séquence est induit par un déséquilibre qui appelle une nouvelle avancée. C'est une série infinie d'effets d'entraînement qui affecte de proche en proche l'économie dans son ensemble. Il faut donc amorcer la croissance par les pôles des secteurs décisifs pouvant exercer des effets entraînants sur d'autres secteurs. La polarisation est la politique de croissance la plus opportune. Mais, cumulées sur une longue période, et trop concentrées sur un seul secteur d'activité, comme en Algérie, les politiques de croissance déséquilibrée ont souvent renforcé les blocages. Peu capables de diffuser une dynamique économique sur l'ensemble du tissu industriel, les "activités motrices" ont contribué à la mise en place d'économies fondées sur la redistribution et ont conduit à l'abandon progressif de l'agriculture, de l'artisanat et de petites unités de production.

- exposée dans son ouvrage de 1960, l'auteur américain, **WW ROSTOW** décrit le processus de la croissance économique au travers de 5 étapes²⁹ :
 1. Société traditionnelle, ou économies et sociétés se caractérisent par des structures qualifiées de traditionnelle, en raison des fonctions de productions limitées. L'activité de base est l'agriculture, les sociétés sont cloisonnées par le manque de moyens de transport et de communications. Le pouvoir publique se situe dans un clan et les groupes dirigeants ne sont pas orientés vers

28 Callens, S., « Albert O. Hirschman (1915-2012) », *Mondes en développement*, 2013/2 (n° 162), pp147-150.
<https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2013-2-page-147.htm> Consulté le 12-05-2016

29 CavesR., Frankel J., JohnsR, Commerce et paiement internationaux, Ed. Deboeck, 2003 ? p256

- l'investissement ou la production. La quasi-permanence de trois fléaux (les épidémies, la famine et les guerres) assure un certain équilibre entre les ressources et les besoins.
2. Les conditions préalables au démarrage, ou on assiste à l'apparition : des conquêtes de science, d'accès aux marchés extérieurs, des groupes capables d'entreprendre et d'investir, de prospérité dans l'agriculture dégageant un surplus à investir dans l'industrie et la création un Etat politique fort a l'instar des pays occidentaux.
 3. Le démarrage (décollage ou take-off), elle correspond à une période assez brève au cours de laquelle l'économie fait un bond décisif qui lui permet de quitter le stade agraire. Cela exige d'après Rostow des conditions telles : qu'une durée de 20 à 30 ans, un taux d'investissement de 5 à 10%, une croissance économique d'environ 2%, la création de plusieurs industries de transformation ayant un taux d'expansion élevé (métallurgie textile, cuir, ...) et un cadre politique et institutionnelle favorable.
 4. La marche vers la maturité, contrairement à la phase précédente, elle est une longue période durant laquelle une croissance soutenues est possible grâce à la généralisation de nouvelles techniques, autrement dit l'apport des de la technologie parait essentiel, en permettant le développement de certaines industries autre que celle de l'étape précédente. De nouvelles industries vont bénéficier d'importants investissements grâce aux effets d'entraînements exercés sur le reste de l'économie. Cela entraine des changements socioéconomiques tels qu'un investissement d'environ 10 à 20% du revenu national, des vagues successives d'industries se développent puis plafonnent, un changement de mentalité ou l'on renonce aux valeurs anciennes, mais de manière lente et enfin les pays se spécialisent dans le partage des productions (selon la théorie des avantages comparatifs de Ricardo).
 5. L'ère de la consommation de masse, par rapport à la 4ème phase, la production de biens de services destinés à la consommation finale prend le pas sur l'industrie des biens de production.

En fait, la théorie de Rostow est bien l'expression de la pensée du le développement de son époque : le développement est la modernisation des sociétés traditionnelles, et le processus pour y arriver est celui suivi par les pays européens. Ainsi le model se heurte paradoxalement a l'ignorance d'un certain nombre de facteurs structurels, les spécificités géographiques ou culturelles, la prise en compte du temps, de l'histoire, etc.

1.2.3. Le dualisme et le décollage : développement axé sur l'agriculture

Le terme dualisme est utilisé en économie pour définir un système économique où coexistent deux secteurs d'activités très différents. Pour l'approche dualiste³⁰, il s'agit d'approfondir les mécanismes à l'œuvre lors de la phase de décollage en examinant les mécanismes de transfert du surplus de main-d'œuvre d'un secteur d'activité à un autre secteur.

- C'est l'économiste **A.W.LEWIS** à travers son livre de 1963 « la théorie de la croissance économique » qui est le pionnier de la théorie du dualisme. Le fondement de ce courant est l'idée d'un fonctionnement dualiste des économies sous-développées, ou Lewis propose une économie à deux secteurs, l'un capitaliste (moderne qui correspond aux activités manufacturières), l'autre de subsistance (qui correspond au secteur agricole traditionnel). Le développement est vu comme une accumulation rendu possible par les surplus dégagés. Seul le secteur capitaliste dégage des revenus permettant l'investissement, et par conséquent, l'accumulation. Dans le secteur de subsistance, la productivité du travail est très faible, ce qui a pour conséquence un excédent de main d'œuvre non utilisée (chômage déguisée). Le secteur capitaliste peut donc dans un premier temps puiser dans cet excédent sans qu'il y ait une augmentation des salaires. Le développement passe par une réduction progressive du secteur de subsistance au profit du secteur capitaliste. Dans ces conditions, les profits réalisés permettent d'embaucher de nouveaux travailleurs. Ceci se poursuit jusqu'à ce que le chômage déguisé soit absorbé. Une fois celui-ci dépassé, l'offre de travail reprend son allure classique, et l'accumulation du capital devient plus lente, puisque l'élévation des salaires (de ceux qui migrent vers le secteur moderne) freine l'accroissement des profits alors même que la production agricole commence à décroître. Le modèle Lewis permet d'aboutir à diverses conclusions dont les plus importantes sont : La croissance s'arrêtera induisant l'arrêt du transfert de population. Même si l'accumulation se poursuit, il doit arriver un moment où les transferts se réduiront et où une action ne pourra être menée qu'en augmentant les revenus ou la productivité de façon plus rapide dans le secteur de subsistance qui se transforme en secteur capitalistique. L'arrêt du processus de croissances peut survenir dans deux hypothèses : l'expansion du secteur industriel épuise la main-d'œuvre disponible ; ou, les termes de l'échange jouent contre le secteur industriel et entraînent une hausse des prix de la nourriture et des matières premières. Toutefois le modèle de Lewis a soulevé de nombreuses controverses. Les principales critiques portent sur les hypothèses,

30 Raffinot, M., Economie du développement, 2015, Ed Dunod, Paris, pp54-57.

mais d'autres concernent la logique de son fonctionnement. De manière générale, il est clair que la réalité ne montre pas partout une disparition progressive et régulière du secteur traditionnel lorsque le secteur moderne se développe. D'autre part la capacité du secteur moderne à absorber le surplus de main d'œuvre et à générer des profits utilisés pour l'accumulation du capital, ne prend pas en compte le contexte général du pays et fait abstraction de nombreuses contraintes ou obstacles réels.

- À la suite de LEWIS, **FEI** et **RANIS** (1964)³¹ vont montrer qu'en transférant le surplus de main d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie, l'économie peut complètement se développer. Ils vont modifier ou améliorer certaines hypothèses du modèle de LEWIS. L'absorption du surplus de main d'œuvre est due à la modification de la répartition des facteurs de production et ils n'admettent pas que les travailleurs du secteur agricole aient une productivité marginale quasi-nulle. Pour FEI et RANIS, le transfert de main d'œuvre doit être précédé d'une augmentation de la production agricole. Le taux auquel cette main d'œuvre est transférée dépend du taux de croissance de la population, de la qualité des progrès techniques dans le secteur agricole et la croissance du stock de capital dans le secteur industriel. Ranis et Fei ont présenté donc un modèle qui se situe conceptuellement dans la ligne de celui d'A. Lewis et de l'analyse de croissance de Rostow.

Le modèle de Lewis est critiqué au motif qu'il néglige l'agriculture. Le modèle Fei-Ranis va au-delà et affirme que l'agriculture a un rôle très important à jouer dans l'expansion du secteur industriel. En fait, il indique que le taux de croissance du secteur industriel dépend du montant de l'excédent agricole total et du montant des bénéfices réalisés dans le secteur industriel. Comme le modèle se concentre sur le déplacement de surplus du secteur agricole vers le secteur industriel, Fei et Ranis croient que le transfert idéal se produit lorsque les fonds d'investissement provenant des bénéfices excédentaires et industriels sont suffisamment importants pour acheter des biens d'équipement industriels comme les usines et les machines. Ces biens d'équipement sont nécessaires pour la création de possibilités d'emploi. Par conséquent, la condition mise par Fei et Ranis pour une transformation réussie est que taux d'augmentation du stock de capital et taux d'opportunités d'emploi soient supérieur au taux de croissance démographique.³² Les conclusions du modèle sont très proches de celles de Lewis, à ceci près qu'il

31 BELLA, H., Agriculture et croissance économique au Cameroun. https://www.memoireonline.com/10/09/2761/m_Agriculture-et-croissance-economique-au-Cameroun10.html consulté le 16-07-2018

32 Fei–Ranis, Model of economic growth, https://en.wikipedia.org/wiki/Fei%E2%80%93Ranis_model_of_economic_growth consulté le 16-07-2018

existe une possibilité d'échec de l'accumulation dans le secteur moderne, au cas où la croissance des termes de l'échange en faveur de l'agriculture serait plus rapide que l'accumulation du capital, ou si l'accumulation du capital est très capitalistique.³³ Du fait qu'il s'inscrit dans la même démarche que le modèle de Lewis, les critiques formulées à l'encontre de celui-ci demeurent globalement valables pour le modèle de Ranis et Fei. Ces différentes approches du rôle de l'agriculture limitent cette dernière au rôle d'un secteur uniquement au service des autres pour l'atteinte du développement. Avec cette conception, la croissance et le développement renvoient à une « modernisation » de l'économie, le secteur agricole s'y intègre donc difficilement. Son rôle est d'amorcer le développement global de l'économie et ensuite de s'éclipser.

1.2.4. Le courant structuraliste et dépendantiste :

C'est à partir des travaux des chercheurs du CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine, une agence des Nations Unies, crée en 1948), que le courant structuraliste s'est construit. Cette commission devient le laboratoire de la naissance des théories de l'indépendance. Il s'agit de justifier les échecs et la stagnation de nombreux pays, par des causes externes et l'impérialisme. Ceci se déroulant dans un contexte de décolonisation (en Afrique), de guerres de libération nationale, de guérillas qui ont conduit à une radicalisation de l'économie du développement. On note l'émergence des notions de centre, périphérie et échange inégale.

- **R. PREBISCH** (le président de la CEPAL en 1950) constate dans ses travaux, une dégradation des termes de l'échange (les prix relatifs) entre les produits primaires exportés par les pays sous-développés et les produits manufacturés importés par ces pays. Il explique cette dégradation par les structures différentes dans les deux groupes de pays : « les produits primaires sont confrontés à une demande faiblement élastique par rapport aux prix, qui augmentent très lentement voir pas du tout. D'un autre côté, beaucoup de produits primaires exportés par les pays en développement ont une régulation de l'offre assez rigide réagissant lentement aux chutes de prix, provoquant une situation de surproduction tendancielle constante à l'échelle mondiale. »³⁴ Ainsi, pour sortir de cette situation de sous-développement, que la division internationale du travail et le commerce international ne font qu'aggraver, il faut mettre en place un processus d'industrialisation impulsé par l'Etat, étant donné les problèmes structurels de l'appareil de production.

33 Raffinot, M., *Economie du développement*, 2015, Ed Dunod, Paris, p58

34 Treillet, S., *L'économie du développement*, 2002, Paris : Edition Nathan, p39

Ceci dit, malgré le rôle central attribué à l'Etat dans le processus de développement et d'industrialisation, il semble que les structuralistes ont insisté sur le rôle du secteur privé, compte tenu des défaillances du marché (la présence de distorsions structurelles), la responsabilité du processus de développement devait être assumée par l'Etat qui, par son intervention, devait initier la création d'une capacité industrielle locale compétitive favorable à l'émergence d'initiatives privées³⁵. Cette analyse a été le fondement de la stratégie de substitution d'importation (connue sous le nom d'industrialisation par substitution d'importation ISI) mise en place dans plusieurs pays au cours des années 60, et dont l'objectif était d'amorcer un processus d'industrialisation qui permet de produire localement les produits importés avec une protection du marché local.

Ce courant a été marqué durant la période 1960-1970 par les contributions des théoriciens de la dépendance, dont les plus connus sont³⁶ : Celso FURTADO, Samir AMIN, André GUNDER FRANK, Arghiri EMMANUEL. D'après cette théorie le monde est divisé entre un centre et une périphérie. Les pays développés sont au centre et commandent l'ensemble des deux cercles. Les économies périphériques sont marquées par le dualisme et par une production peu diversifiée. Les économies du centre se caractérisent par des structures de production homogènes et par une production très diversifiée. Ces différences centre/périphérie s'expliquent donc par la division internationale du travail. C'est parce que les économies du Sud sont hétérogènes et peu diversifiées que celles-ci sont extraverties en direction du centre. C'est donc la domination extérieure qui a produit le sous-développement.

1.2.5. Croissance endogène et externalités : la redécouverte de l'Etat

A la fin des années 80, un profond renouvellement s'est opéré, marqué notamment par l'apparition des théories de la croissance endogène. Il s'agit principalement de montrer quelles conditions d'accumulation du capital peuvent engendrer une croissance endogène. Ces théories remettent en question l'idée d'un progrès technique exogène et se développent sur la base d'une critique du modèle de Solow³⁷. L'apport de ces théories suppose un modèle complètement fermé ou il n'est fait appel aucun facteur primaire extérieur comme le travail. On peut cependant envisager le cas où la production fait intervenir un facteur de type externalité qui se transforme pendant le processus de production, de façon à augmenter son rendement et à permettre ainsi à la croissance de s'auto-entretenir. Cette transformation peut être une conséquence de l'accumulation du capital humain (compétence ou efficacité productive), physique (apprentissage ou connaissance) et public (infrastructures, transport

35 EHRHART, C., La relation entre l'Etat et le marché dans le développement économique, Paris : Editions Publisud, 2004, p247.

36 Guerrien B., Dictionnaire d'analyse économique, Ed. La Découverte, 2000, Paris, p120.

37 Mainilvaud, E., Regard d'un ancien sur les nouvelles théories de la croissance, Revue économique n°02, volume 44, pp171-175.

et recherche fondamental) (voir figure 02). Il est vrai qu'alors le facteur travail perd sa spécificité puisqu'il devient, en quelque sorte le support d'un second bien capital ; le but du modèle est donc de déterminer la répartition de l'investissement entre les deux types de bien capital physique et humain, pour arriver à l'idée selon laquelle il existe des externalités positives qui sont le moteur de la croissance.

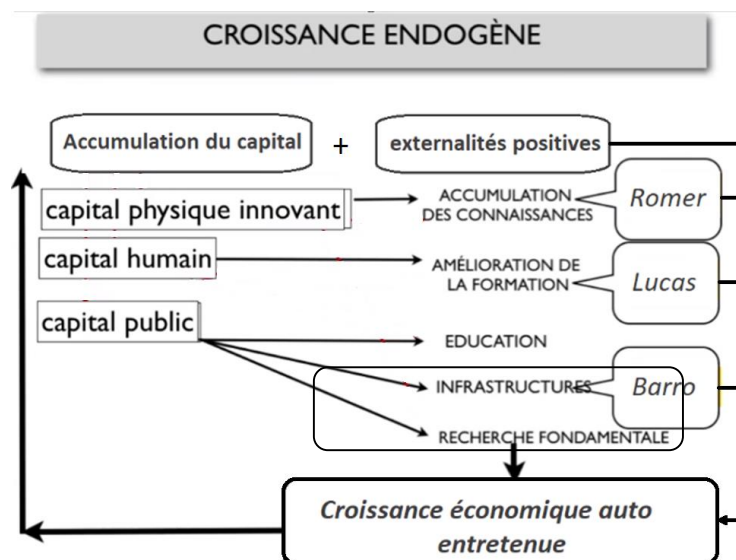


Figure n°02 : Le processus autoentretenu de la croissance endogène

(Source : C. Jones, *Théorie de la croissance endogène*, Ed. de boeck, 1999, p83)

- **P.Romer** (Endogenous technical change, 1990), en 1986 propose un modèle qui repose sur le phénomène d'externalité entre les firmes. ainsi l'accumulation du capital va permettre l'investissement et l'incorporation de nouvelles technologies, cela va permettre l'accumulation de connaissance qui va permettre à son tour la création de nouvelles technologies et l'augmentation de la compétence des travailleurs, or ce savoir ne peut être approprié par la firme qui le produit, il se diffuse inévitablement aux autres firmes.
- **R.Lucas** (On the mechanics of economic development, 1988) affirme par son modèle que l'accumulation du capital va permettre également l'amélioration du capital humain et de la population active, il dépend du niveau de l'éducation et de la santé de la population. Ainsi l'accumulation de connaissance et l'incorporation de nouvelles technologies vont nécessiter une meilleure éducation de la population ce qui constitue une externalité positive dans les deux sens car la population éduquée va se répartir dans différentes entreprises et apporter avec elle ses connaissances pour améliorer d'avantage les technologies.
- **R. Barro** (Government spending in a simple model endogenous growth, 1990) affirme à travers son modèle que le capital public par l'éducation et la santé va

améliorer le capital humain et par la recherche fondamentale il va améliorer les technologies, enfin par les infrastructures il va améliorer la circulation des biens et des personnes. En mettant en avant le capital public, l'auteur souligne l'imperfection du marché qui tient aux problèmes d'appropriation de l'innovation, car la moindre rentabilité de l'innovation qui en découle dissuade l'agent économique d'investir dans la recherche & développement. Dans ce contexte l'Etat pourra créer des structures institutionnelles qui soutiennent la rentabilité des investissements privés et subventionner les activités rentables pour les agents économiques.

Cette thèse de la croissance endogène remet en cause la théorie libérale néo-classique sur plusieurs points :

- 1er point, le processus de croissance est donc cumulatif et auto-entretenu Les économies ne vont donc pas tendre vers un état stationnaire ou des économies convergentes.
- 2ème point, les pouvoirs publics doivent stimuler et encourager l'innovation et l'accumulation de capital par une politique structurelle à long terme qui consiste à :
 - Protéger l'innovation par le biais de droits de propriété (ex : brevets) qui donnent un monopole d'exploitation temporaire (les agents sous-investissent dans les projets qui ont un rendement privé inférieur au rendement social).
 - Financer lui-même l'effort de R&D (recherche fondamentale et appliquée).
 - Réaliser des investissements publics et inciter économiquement les agents (entreprises, ménages) à investir ou à chercher ou à s'éduquer en subventionnant les externalités positives (ex : subventions de l'Etat pour installer une ligne TGV ou un réseau à haut débit). En revanche, la principale faiblesse de ces théories réside dans les hypothèses simplificatrices que proposent les auteurs, pour qu'elles puissent conduire à des résultats robustes.

1.3. Les stratégies de développement : portée et limite

Suite au processus de décolonisation dans les années soixante, la plupart des pays du tiers-monde vont choisir de privilégier l'industrie au détriment de l'agriculture, le développement est alors assimilé à l'industrialisation, ainsi la question des stratégies de développement s'est concentrée sur les politiques permettant d'accélérer la croissance du secteur industriel. Plusieurs stratégies de développement se sont succédé, Leurs fondements sont intimement liés au contexte diplomatique, commercial et idéologique de

leurs époques respectives : choix du libre-échange ou du protectionnisme de l'État, inspirations libérales ou keynésiennes....

1.3.1. Le développement par les industries industrialisantes :

Inspirées de l'expérience de l'URSS, c'est une application de la théorie du développement déséquilibré. Le but est de construire une industrie par l'amont et non par l'aval, par une politique volontariste de l'État à travers une planification publique. Cette stratégie consiste à donner la priorité à la machine de production d'énergie, à la construction d'industrie de base et d'industrie lourdes qui permettront le développement économique national, largement indépendant de l'étranger. Ces industries sont censées préparer le terrain à des futures industries (effet d'entraînement) de biens de consommation qui vont bénéficier d'un approvisionnement national suffisant. Cette stratégie prônée par De Bernis, Feldman et Mahalanobis, a été appliquée en Algérie, en Inde, en Egypte et au Ghana. Ainsi l'Algérie avait orienté, par la planification de ses investissements, ses capitaux vers l'industrie de biens d'équipement. L'État réunit plusieurs industries en « pôles de croissance » censés générer des synergies et des externalités positive pour accélérer l'industrialisation sans importées des technologies modernes des pays développés. En l'Algérie (1966- 1977), les branches de l'industrie lourde qui étaient prioritaires sont³⁸ :

- Les hydrocarbures,
- La sidérurgie, la métallurgie et la mécanique,
- L'électricité et électronique après nationalisation des capitaux étrangers de (1963-1971).

Les caractéristiques de ces branches :

- Industries fortement capitaliste (peu créatrices d'emplois),
- Dépendance technologique extérieure,
- Surcapacité de production, ce qui entraîne des surcoûts et une sous-utilisation pour les entreprises concernées et en fin du compte, des subventions étatiques donc un endettement international accru.

Cette stratégie a été abandonnée définitivement depuis 1988 suite à la restructuration organique et financière ainsi qu'aux réformes économiques et sociales survenues depuis l'application du plan d'ajustement structurel(PAS) ou les maîtres mots sont la libéralisation, l'ouverture, la privatisation et l'économie de marché. Il va de même pour le cas de l'Inde où cette stratégie était abandonnée en 1984 par Gandhi, en ouvrant le pays aux investisseurs étrangers.

38 Matouk Belattaf, Economie du développement, OPU, 2010, pp124-127

1.3.2. Le développement par la substitution d'importation (ISI) :

C'est une stratégie pratiquée par les pays latino-américains depuis la crise 1929, ensuite par certains pays du sud-est asiatique, à partir des années 70, théorisée par la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et les travaux de Raul Prebisch qui reprennent le « protectionnisme éducateur » de Friedrich List, elle est mise en œuvre dans les années 1950 dans la majorité des PED, généralisée en Amérique latine mais aussi en Asie (Corée, Philippines...) et en Afrique (Sénégal, Kenya...). Elle rappelle la théorie de la croissance équilibrée qui consiste, en défendant les industries nationales par un protectionnisme actif, à satisfaire la demande intérieure en remplaçant les importations par des produits locaux. Il s'agit de se libérer de la dépendance au commerce international en substituant progressivement la production nationale aux importations. L'accroissement de la production nationale présuppose une demande interne suffisante pour l'absorber et éviter une crise de surproduction. Cette stratégie nécessite donc la mise en place d'une réforme agraire pour redistribuer les revenus et la constitution de marchés intégrés régionaux. Elle nécessite aussi des politiques protectionnistes et le financement des investissements massifs, provenant souvent de l'extérieur (financement par endettement international). Le développement doit être assuré par une stratégie de remontée de filière qui permet de diversifier la production. Le but de cette politique est de permettre :

- La réduction de la dépendance extérieure,
- L'amélioration de la balance commerciale et
- La dotation du pays d'une industrie diversifiée.

La démarche suivie se présentait comme suite :

- 1ère étape : développer les industries de biens de consommation.
- 2ème étape : développer les industries de biens d'équipements et de biens de consommation durable

Quant aux résultats, on peut énumérer quelques-uns :

- Parvenir à l'autosuffisance industrielle ou vers les années 60 au Brésil, la production nationale couvrait 9/10 des besoins en produits industriels.
- Accroissement des inégalités sociales.
- Protectionnisme permettant l'augmentation des coûts de production et la baisse des gains de productivité.
- Contrôle du commerce extérieur, donc des changes et surévaluation de leur monnaie.

1.3.3. Le développement par la promotion des exportations (IPE) :

Des PED dotés de ressources naturelles abondantes, comme le pétrole, vont suivre une stratégie d'inspiration libérale³⁹, qui repose sur une insertion active dans le commerce internationale, conformément aux enseignements de la théorie classique (avantages comparatifs de Ricardo). Cette dernière modernisée pour les besoins de la cause, a donné lieu au théorème de HOS (Heckcher- Ohlin- Samuelson) où chaque pays doit se spécialiser dans la production dans laquelle il dispose d'avantages comparatifs et d'avantage de facteurs. Les ressources financières tirées des exportations (de produits primaires : ressources naturelles, produits agricoles, etc) doivent permettre d'importer des biens d'équipement pour favoriser l'industrialisation du pays.

Cette stratégie, appelée aussi substitution aux exportations, a été initiée dès les années 1950 par deux pays asiatiques, Hong Kong et Singapour, rejoints dans les années 1960-1970 par la Corée du Sud et Taiwan (ces quatre pays devenant les NPIA : nouveaux pays industrialisés asiatiques ou les Dragons asiatiques) et certains pays d'Amérique latine comme le Brésil, le Chili ou le Mexique. Dans les années 1980, d'autres pays asiatiques leur emboîtent le pas : Chine, Malaisie, Thaïlande. Cette stratégie extravertie n'a été un succès que pour les pays qui ont su faire évoluer leur spécialisation en remontant la filière de leurs exportations. Cela veut dire, remplacer les exportations traditionnelles par de nouvelles, plus intensives en capital et à plus forte valeur ajoutée ; passer de l'industrie légère à l'industrie lourde, en intégrant progressivement du progrès technique et en assurant la formation de la main-d'œuvre, dans ce sens beaucoup de pays d'Amérique latine n'ont pas pu franchir ce pas pour améliorer leur exportations initiales et ont vu leur dettes extérieures s'accroître fortement durant la période (1970- 1980).

En 1997, la crise asiatique qui a secoué durement la Thaïlande ou la Malaisie, avait démontré aussi la fragilité de cette stratégie, si la remontée de filière ne se fait pas assez vite, ces pays se retrouvaient dépendants des multinationales (phénomène des pays ateliers) qui y sont implantées et qui peuvent démanteler leurs unités de production très rapidement en cas de retournement de situation politique, économique ou sociale. En revanche, on peut énumérer quelques avantages de l'I.P.E :

- Une production à moindre coût par rapport à une industrie protégée puisque les produits intermédiaires importés sont moins onéreux ;
- L'accès au marché mondial permet l'extension de la production nationale générant des économies d'échelle, des effets d'apprentissage et une compétitivité accrue ;

³⁹ Deubel, P., Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, Ed Pearson Education, 2008, France, https://www.pearson.fr/resources/titles/27440100430210/extras/7274_chap12_Analyse-Eco.pdf

- Des gains de devises plus importants à ceux procurés par les rentrées douanières ;
- Dans ce contexte favorable, les flux d'investissements, notamment les I.D.E (investissements directs étrangers), ont tendance à se renforcer et à avoir des effets favorables sur la croissance.

1.3.4. Le recours à l'endettement pour financer les stratégies de développement

Ayant débuté durant la décennie 1970, notamment après le premier choc pétrolier, l'endettement pouvait apparaître comme un moyen rationnel de financer les stratégies de développement. Cependant au cours des années 1980, l'endettement a débouché sur une insolvabilité, les pays débiteurs ont été victimes d'une conjoncture économique mondiale défavorable, d'une part, et de leur propre gestion de la dette, souvent malheureuse, d'autre part. C'est dans cette situation que les pays endettés ont entamé, avec les institutions internationales, de nombreuses démarches et modalités pour sortir de la crise dont les coûts sociaux étaient considérables. En s'endettant avec la bénédiction des autorités internationales (FMI, Banque mondiale, Club de Paris, Club de Londres...) les PED s'exposaient à une dépendance accrue vis-à-vis des pays développés. D'après la Banque mondiale, la situation n'a cessé, depuis 1982, de se dégrader, la dette des PED s'élève en 2001 à environ 2450 milliards de dollars tandis qu'elle était d'environ 560 milliards de dollars en 1980, alors que les PED avaient remboursé 3400 milliards de dollars (à titre d'intérêt ou d'amortissement). Ainsi, les pays du Sud avaient remboursé six fois leur dette de 1980 pour se retrouver quatre fois plus endettés⁴⁰.

Face aux défaillances des PED dans leurs stratégies autonomes de développement révélées par la crise de la dette des années 1980, et pour les aider à surmonter leurs blocages structurels et rembourser leurs dettes, les institutions financières internationales, en premier lieu le FMI et la Banque mondiale, réagissent en soumettant leurs prêts à des conditionnalités : ce sont les « programmes d'ajustement structurel » (PAS). Ces derniers illustrent le changement de rôle des institutions internationales au cours des années 1980 : de garantir la stabilité financière mondiale comme il était prévu dans ses statuts de 1944, le FMI se donne alors comme objectif d'assurer la sortie du sous-développement des PED par l'application de mesures structurelles modifiant en profondeur l'organisation économique de ces pays. Ces mesures visent donc trois objectifs qui doivent se succéder dans le temps :

- Ouvrir le pays au commerce international (promotion des exportations, ouverture du pays aux IDE),

40 Berr, E., La dette des pays en développement: bilan et perspectives, 2003, www.cadtm.org/IMG/pdf/Dt82.pdf

- Instaurer une politique monétariste du taux d'intérêt (banque centrale indépendante et crédible, lutte contre l'inflation),
- Enfin, remplacer la régulation publique par une régulation marchande (signaux et incitations par les prix du marché, privatisations).

Ainsi, un pays confronté à des problèmes d'endettement doit remplir deux conditions afin d'obtenir une restructuration de sa dette. Tout d'abord, il doit avoir des arriérés de paiement et se trouver en situation de ne plus pouvoir payer le service de sa dette. Ensuite, il doit avoir conclu avec le FMI un accord concernant un programme d'ajustement structurel. Ces deux conditions remplies, le pays pourra passer devant le club de Paris afin de restructurer sa dette bilatérale (dette contractée vis-à-vis d'Etats individuels, regroupés au sein du club de Paris) ou le club de Londres afin de restructurer sa dette privée (dette contractée vis-à-vis des banques commerciales internationales, regroupées au sein du club de Londres). La restructuration de la dette peut prendre quatre formes⁴¹ :

- Le rééchelonnement, qui consiste en un report du paiement du principal et/ou des intérêts ou une modification des échéances. Le but est de donner un peu d'oxygène à un pays en crise. Dans les faits, il s'agit de perpétuer les créances afin de maintenir les PED sous contrôle. Ainsi, le club de Paris a négocié 174 accords de rééchelonnement entre 1976 et 1998 pour un montant total de 55 milliards de dollars. Le club de Londres connaît une activité beaucoup plus importante car la dette privée représente plus de 60% de la dette totale des PED ;
- Le refinancement, qui consiste en l'octroi de nouveaux prêts. En pratique, face au désengagement croissant des banques dans les années 1980, le FMI va prêter aux pays en difficulté afin qu'ils puissent rembourser les banques du Nord. Ainsi, la dette augmente sans que les populations profitent des sommes prêtées ;
- La conversion, qui consiste à modifier la nature de la créance. Le marché secondaire des créances douteuses, apparu dès 1983 lorsque les créanciers privés ont cherché individuellement à se faire rembourser par leurs débiteurs au mépris des accords passés au club de Londres, a été le lieu de nombreuses innovations qui seront institutionnalisées avec le plan Brady en 1989, qui reconnaît alors officiellement que la dette des PED ne doit plus être remboursée à sa valeur faciale. Les créances peuvent être converties en actifs réels ou encore en titres ;
- L'annulation, qui consiste à réduire le montant de la créance, est la forme la moins utilisée car elle redonne des marges de manœuvre aux PED. En réponse aux critiques qui leur sont adressées, les institutions financières vont pourtant

41 IDEM

développer cette pratique à partir de 1996 au travers de l'initiative pays pauvres très endettés (PPTE).

Malgré quelques réussites (à court terme) en particulier le « modèle asiatique » mis en avant au début des années 1990 par les institutions internationales, les PAS vont subir de nombreux échecs qui vont provoquer leur remise en cause au cours des années 1990.

D'une manière générale, les PAS ont eu des effets bénéfiques dans les pays déjà avancés dans leur développement et qui disposaient d'institutions sociales et politiques stables. À l'inverse, dans les PMA, ces politiques ont été désastreuses : affaiblissement du peu d'État-providence qui existait et donc appauvrissement de la population, développement des mafias se substituant à l'État, mécanismes de marché inopérants. Ce sont les pays qui ont appliqué avec la plus grande orthodoxie les PAS qui ont vu leur situation économique et sociale se dégrader le plus.

Tout compte fait, l'économie du développement a connu une tournure majeure à la fin des années 1980. De ce fait, l'échec des politiques d'ajustement structurel est interprété par la Banque mondiale comme un manque de capacité institutionnelle dans certains pays.

1.3.5. Les Limites des différentes stratégies :

La plupart des stratégies de développement énoncées ci-dessus ont été mises en pratique dans plusieurs PED, mais sans succès, pour nombre d'entre eux, si l'on doit en juger par l'état des dégradations avancées des économies de ces pays après plus de quatre décennies d'efforts d'investissement et de développement (des inégalités, surendettement et détérioration des termes de l'échange). Il est vrai que certains pays ont construit des bases industrielles et infrastructurelles assez importantes mais éprouvant des difficultés à faire décoller les économies des pays en question⁴².

- Concernant la stratégie des industries industrialisantes, les industries lourdes nécessitent des capitaux importants, des biens d'équipement et des techniques de production ainsi qu'une main-d'œuvre hautement qualifiée, qu'il n'est pas toujours possible de trouver sur place. Elles accroissent donc la dépendance vis-à-vis de l'extérieur (financière, technologique et humaine) sans forcément créer des emplois. De plus, elles provoquent un véritable effet d'éviction sur les autres activités puisqu'elles aspirent l'essentiel des ressources du pays : le développement de l'industrie des biens de consommation et de l'agriculture est sacrifié au profit des industries en amont. De plus, le quasi-monopole dont jouissent ces dernières sur le marché intérieur ne favorise pas la recherche de compétitivité, donc les maintient dans des performances sous-productives.

42 Hugon, P., L'économie de l'Afrique, Paris, La Découverte, collection Repères ; 1999, pp42-46

- La stratégie de la substitution d'importations nécessite un protectionnisme qui favorise le développement d'une industrie rentière, non compétitive, prélevant un surplus sur les revenus agricoles, ce qui freine à la fois la modernisation du secteur primaire et le développement des autres activités de biens de consommation. Pour mettre fin à cette situation, l'État est obligé de subventionner les activités protégées, d'où un accroissement des dépenses publiques, en général financées par émission monétaire, provoquant ainsi une inflation élevée. De plus, les biens d'équipement étant toujours importés, la dépendance vis-à-vis de l'extérieur ne diminue pas et les importations sont de plus en plus coûteuses, car l'inflation provoque une sous-évaluation de la monnaie nationale.
- Les économies qui ont appliquées la stratégie de la promotion des exportations, doivent avoir fait un choix judicieux de spécialisation internationale. En effet, dans les années soixante-dix, les économies développées importatrices de produits de base rentrent en récession et diminuent leur demande de produits primaires. Les PED qui avaient fait le choix de l'hyperspécialisation sur quelques produits naturels peuvent être confrontés à une chute des cours, du fait d'une production excédentaire. Ils sont alors touchés par une détérioration des termes de l'échange : leurs recettes d'exportations s'effondrent, les obligeant à s'appauvrir pour maintenir le même niveau d'importations de biens d'équipement (dont les prix montent). Ils sont également conduits vers le surendettement. Les pays spécialisés judicieusement, c'est-à-dire sur des activités où la demande mondiale est en hausse, par exemple des activités de montage d'appareils électroniques, bénéficient de débouchés croissants et reçoivent des capitaux occidentaux.
- D'une manière générale, les PAS ont eu des effets bénéfiques dans les pays déjà avancés dans leur développement et qui disposaient d'institutions sociales et politiques stables. À l'inverse, dans les PMA, ces politiques ont été désastreuses : affaiblissement du peu d'État-providence qui existait et donc appauvrissement de la population, développement des mafias se substituant à l'État, mécanismes de marché inopérants. Ce sont les pays qui ont appliqué avec la plus grande orthodoxie les PAS qui ont vu leur situation économique et sociale se dégrader le plus.

L'économiste américain Joseph Stiglitz (prix Nobel d'économie en 2001) va devenir la figure de la critique des institutions internationales. Ancien vice-président et économiste en chef à la Banque mondiale qu'il quitte avec fracas en 2000, il reproche principalement à ces dernières d'avoir une conception uniquement libérale du développement, ce qu'il appelle le « fanatisme du marché », avec un modèle prétendument généralisable à tous les